

Association AGAPE ANJOU

EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024

(Exercice de 11 mois)

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

1 rue de Buffon - CS10629
49106 ANGERS Cedex 02
+33 (0)2 41 31 13 30

34 rue de Liège
75008 PARIS
+33 (0)1 42 73 73 50

19 bis rue La Noue Bras de Fer
44200 NANTES
+33 (0)2 41 31 13 30

www.crowe-becouze.fr
www.becouze-talents.com

SOMMAIRE

PAGES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

1 à 4

COMPTES ANNUELS

- . Bilan Actif-Passif
- . Compte de résultat
- . Annexe

5 - 6

7 - 8

9 à 18

Association AGAPE ANJOU
Adresse : 12, avenue Jean Joxé
49100 ANGERS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice de 11 mois clos le 31 août 2024

Aux membres de l'association AGAPE ANJOU,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Bureau exécutif, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGAPE ANJOU relatifs à l'exercice de 11 mois clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau exécutif.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 9 janvier 2025

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

Loïc de SAINT GEORGE

✓ Certified by  yousign

L. de SAINT GEORGE
Associé

Ce rapport comprend 18 pages.

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/10/2023 au 31/08/2024			Au 30/09/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	312 000		312 000	312 000
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	75 734	15 532	60 202	64 645
Installations techniques, matériel et outillages industriels	108 504	65 345	43 159	37 203
Autres immobilisations corporelles	52 835	16 459	36 376	35 323
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	66		66	66
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières	60		60	60
TOTAL I	549 214	97 336	451 878	449 312
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	6 896		6 896	5 792
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	10 896		10 896	24 723
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	98 440		98 440	92 104
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	79 473		79 473	63 717
Charges constatées d'avance	4 773		4 773	144
TOTAL III	200 478		200 478	186 480
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	749 692	97 336	652 357	635 792

Bilan Passif

Bilan Passif	31/08/2024	30/09/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	160 000	160 000
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	132 143	138 738
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	22 250	22 250
Autres réserves		
Report à nouveau	-53 585	-47 103
Excédent ou déficit de l'exercice	37 263	-6 482
Situation nette	298 072	267 403
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	108 440	98 098
Provisions réglementées		
TOTAL I	406 512	365 501
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	15 818	15 818
TOTAL IV	15 818	15 818
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	105 400	141 121
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 084	54 047
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	43 846	41 704
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	825	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	14 872	17 600
TOTAL V	230 027	254 473
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	652 357	635 792

Compte de résultat

Compte de résultat	31/08/2024	30/09/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	346 335	308 134
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	32 810	27 924
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	441 794	390 104
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 350	2 650
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	75	282
TOTAL I	822 363	729 094
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	118 235	99 895
Variation de stocks	-1 103	109
Autres achats et charges externes	214 460	215 627
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	14 731	13 487
Salaires et traitements	314 652	291 525
Charges sociales	110 121	100 000
Dotations aux amortissements et dépréciations	16 283	13 377
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	7 203	6 616
TOTAL II	794 581	740 635
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	27 783	-11 541
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 365	2 271
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	3 365	2 271
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 365	-2 271
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	24 417	-13 813

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/08/2024	30/09/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	14 442	8 075
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	14 442	8 075
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 596	744
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	1 596	744
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	12 846	7 331
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	836 806	737 169
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	799 542	743 651
EXCÉDENT OU DÉFICIT	37 263	-6 482

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

L'association Agape Anjou est une école de production dans le domaine de la restauration.

Visant principalement les publics d'Angers et de sa région, cette école est un établissement privé d'enseignement technique hors contrat, autorisé par le rectorat de l'académie d'Angers.

Ouverte en septembre 2017, elle a pour objectifs de former des jeunes dès 15 ans et les préparer à des diplômes de l'Éducation Nationale ou à des certifications et titres professionnels inscrits au Répertoire National des Certifications Professionnelles.

Les diplômes visés dans un premier temps sont le CAP et le Baccalauréat professionnel dans les métiers de la restauration.

L'école est ouverte à toute personne de plus de 15 ans en situation de décrochage scolaire et qui souhaite s'inscrire dans un projet d'insertion professionnelle, y compris les jeunes en graves difficultés scolaires et/ou sociales.

La pédagogie se base sur le principe du « Faire pour Apprendre » avec deux tiers du temps consacré à l'enseignement technique et un tiers aux cours théoriques. Les élèves sont placés sous la tutelle d'un maître professionnel et doivent répondre à de véritables commandes de clients ; ils se retrouvent ainsi placés dans la réalité concrète du monde du travail avec ses exigences de savoir-faire et savoir être.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/08/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 652 357 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 37 263 Euros.

L'exercice a une durée de 11 mois, recouvrant la période du 01/10/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

L'association clôture son exercice au 31 aout 2024, soit un exercice de 11 mois.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La TUP réalisée en 2018 a eu pour conséquence d'intégrer le fonds de commerce de la société DAK, pour une valeur de 312K€, comptabilisé à l'actif immobilisé de l'Association.

Il n'a pas été identifié d'éléments qui pourraient remettre en cause la valeur de ce fonds de commerce. Cette valeur retranscrite à l'origine dans les comptes correspond au coût d'acquisition à l'origine par la société DAK. En conséquence, conformément aux règles comptables, et faute d'éléments identifiés pouvant remettre en cause sa valeur, il n'a pas été procédé à une dépréciation de celui-ci.

Il est néanmoins rappelé que sa valeur liquidative pourrait se révéler inférieure à la valeur comptabilisée, notamment compte tenu du contexte économique actuel.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir (90K€ dont la Région pour 37K€ et l'Etat pour 35K€)

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Sur l'exercice, le montant des subventions d'investissement reçues s'est élevé à 23K€, 12K€ ont été rapportés en résultat, portant le solde des subventions d'investissements comptabilisé à la clôture au passif pour 108K€.

Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

A la date d'arrêté des comptes, il existe un litige avec un fournisseur. Les demandes des parties adverses s'élèvent à 16K€ environ.

Au vu des éléments dont dispose l'association, il a été décidé de maintenir la provision dans les comptes.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Emprunts

Garantie d'Etat au titre du PGE (34K€ de capital restant dû)

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. Toutefois, l'activité de restauration est considérée comme lucrative et fait l'objet d'un secteur distinct lucratif soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun. La répartition du compte de résultat relatif à ces opérations fait l'objet du tableau particulier ci-joint :

	Secteur lucratif	Secteur non lucratif
Chiffre d'affaires / Subventions	346K€	442K€
Résultat avant impôts	-157K€	+193K€
Impôt sur les sociétés		
Résultat net	-157K€	+193K€

Analyse du chiffre d'affaire et des ressources

L'ensemble des subventions d'exploitation perçues (454K€) correspondent à des subventions de fonctionnement.

Le CA issu de l'activité restauration s'élève à 346K€

Les frais de scolarité s'élèvent à 29K€.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5266 E.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	312 000		
TOTAL	312 000		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	74 952		781
Installations : - Techniques, matériel et outillage	94 940		13 564
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport	4 025		
- De bureau et informatique, mobilier	44 411		4 504
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	218 327		18 849
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	66		66
- Titres immobilisés	15		15
Prêts et autres immobilisations financières	60		60
TOTAL	141		141
TOTAL GÉNÉRAL	530 468		18 990

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			312 000	
TOTAL			312 000	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencés et aménagt. const.			75 734	
Installations : - Techniques, matériel et outillage			108 504	
- Gales, agencés et aménagt. divers				
Matériel : - De transport		104	3 921	
- De bureau et informatique, mobilier			48 915	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		103	237 073	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations		66	66	
- Titres immobilisés		15	15	
Prêts et autres immobilisations financières		60	60	
TOTAL		141	141	
TOTAL GÉNÉRAL		244	549 214	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				10 307	5 224		15 532
Installations techniques, matériel et outillage industriel				57 737	7 608		65 345
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				4 025		104	3 921
Matériel de bureau et informatique, mobilier				9 088	3 450		12 538
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				81 157	16 282	104	97 336
TOTAL GÉNÉRAL				81 157	16 282	104	97 336

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	1	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	11	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	12	

Commentaires : néant

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	60		60
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	10 896	10 896	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	660	660	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	218	218	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	7 262	7 262	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	500	500	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	89 801	89 801	
Charges constatées d'avance	4 773	4 773	
TOTAL	114 170	114 110	60

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine	105 400	28 199	77 201	
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	65 084	65 084		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	13 374	13 374		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25 075	25 075		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	5 396	5 396		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	825	825		
Produits constatés d'avance	14 872	14 872		
TOTAL	230 027	152 826	77 201	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	30/09/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	199	223
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 097	9 554
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	18 903	20 550
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	28 200	30 327

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/08/2024	30/09/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	90 272	85 427
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	90 272	85 427

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	160 000				160 000
Fonds propres avec droit de reprise	138 738			6 595	132 143
Écarts de réévaluation					
Réserves	22 250				22 250
Report à nouveau	-47 103	-6 482			-53 585
Excédent ou déficit de l'exercice	-6 482	6 482			37 263
Situation nette	267 403			6 595	298 072
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	98 098		22 701	12 359	108 440
Provisions réglementées					
TOTAL	365 501		22 701	18 954	406 512

Commentaires : néant

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/08/2024	30/09/2023
Produits :	- D'exploitation	14 872	17 600
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		14 872	17 600

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/08/2024	30/09/2023
Charges :	- D'exploitation	4 773	144
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		4 773	144